

« Au prochain round ... ! »

Les bushistes à la croisée des chemins !

- « Au prochain round » ! C'est une expression de l'état major israélien après son échec au Liban l'été 2006. Expression reprise par des politiques également. La société israélienne est ébranlée par cet échec. Le premier de leur histoire. Une guerre mal engagée d'après certains. De nombreux réservistes critiquent l'ensemble des opérations, et du coup toute la politique d'Olmert.

En fait cet échec et la crise politique et morale qui s'en suit est en petit, à l'échelle d'Israël et du conflit local proche-oriental, ce que vit le bushisme en grand, à l'échelle des USA et de leur rôle vis à vis de la situation internationale actuelle.

5 ans après les attentats du 11 septembre 2001, le bushisme est en difficulté.

L'Afghanistan est loin d'être stabilisé. Au contraire la résistance n'a jamais été aussi forte depuis 2001. Les forces de l'Otan chargées d'épauler et à terme de remplacer les forces américaines commencent à redouter l'engrenage.

L'Irak est en proie au chaos quotidien. Les pertes américaines sont régulières.

L'Iran est soudée derrière son président pour défendre son droit au nucléaire. Bush ne sait pas comment faire ?

L'échec israélien de l'été au Liban est venu accroître le désarroi dans le camp bushiste.

Blair a dû annoncer son départ du pouvoir pour 2007, tant la grogne contre lui est grande, parmi le peuple britannique mais aussi dans son parti. Cette grogne est principalement liée à la politique de « caniche » pratiquée par Blair vis à vis de Bush, sur l'Irak et sur bien d'autres questions, lutte contre le terrorisme...

Le premier cercle autour de Bush est divisé. Les néoconservateurs, Pearle et Kristol, critiquent ouvertement Bush et considèrent qu'il a « failli », en particulier sur le dossier iranien.

Dans le haut état-major militaire, des critiques à propos de la guerre en Irak se font jour. Un certain général, Petraeus, considère que l'armée américaine a d'ores et déjà échoué en Irak. Par ses pratiques, destructions massives et aveugles, comportement vis à vis de la population irakienne, tortures, ...elle a perdu tout crédit moral. Il compare cette situation à celle des armées françaises pendant la guerre d'Algérie. On connaît la suite...

Bush a des problèmes de recrutement pour son armée. La rotation des troupes en Irak ne se fait pas facilement.

Aux USA, il y a toujours eu une opposition à l'occupation de l'Irak. Les familles qui ont perdu un soldat là bas sont venues grossir cette opposition. La société américaine a résisté face à tous les empiètements que Bush et son administration ont effectué vis à vis de l'état de droit : que ce soit à travers les différentes moutures du « Patriot act », ou sur les écoutes téléphoniques, les prisons secrètes, le rôle trouble de la CIA, la torture en Irak et ailleurs. La Cour Suprême, a priori acquise à Bush, lui a tapé sur les doigts à propos de Guantanamo et de son non respect de la Convention de Genève.

Bush a du faire amende honorable sur ces dérives.

Sa lutte contre le terrorisme, de l'avis général, est un échec.

Sa lutte pour la démocratie au Proche Orient se termine en chaos en Irak. En Palestine, par l'arrivée au pouvoir du parti qu'il déteste, le Hamas.

En destruction massive, contre le Liban, à peine renaissant après le départ des troupes syriennes, destruction effectuée à l'initiative de son meilleur allié dans la région, Israël. Un comble, ce Liban, autrefois « la Suisse du Proche Orient » se retrouve à juste raison pro Hezbollah massivement.

Bush soutient apparemment les Chiïtes au pouvoir à Bagdad, mais n'a pas de mots assez durs contre eux quand ils sont à Téhéran ou au Liban !

Son attitude pendant les cyclones de la fin d'été 2005 a été critiquée et il n'a plus l'aura qu'il avait au lendemain de sa réélection en novembre 2004.

La société américaine a jusqu'ici résisté contre les forces qui au sein de l'appareil d'Etat américain, étaient prêtes à une dérive, à travers des mesures d'exception, au nom de la lutte contre le terrorisme.

Cette capacité à résister s'est faite alors que Bush n'a aucune opposition parlementaire sérieuse en face de lui et que le camp démocrate est sans voix crédible depuis la fin du mandat de Clinton.

Le bushisme a-t-il un avenir ?

Que devient l'hypothèse du « nouveau fascisme » ?

2 situations sont possibles :

- Soit les USA restent un état de droit, la société américaine résiste à toutes les dérives de remise en cause de la démocratie, ancrée depuis plus de deux siècles outre atlantique. Le leadership musclée de Bush ne débouche que sur sa défaite et son départ du pouvoir et le ou la suivante sera amené à gérer les pots cassés : à quitter l'Irak au plus vite... à cesser de menacer l'Iran qui veut du nucléaire... La superpuissance qui a tenté de diriger le monde, est obligée de se replier. Son déclin se poursuit et la mondialisation actuelle se retrouve chahutée. Toutes les fractions bourgeoises, chinoise, russe, européenne, japonaise, brésilienne, turque, indienne... tirent à hue et à dia, en cherchant à tirer leur épingle du jeu, une fois les USA sur la défensive et le déclin inexorable.

- Soit le bushisme persiste et signe et fait rentrer les USA dans un état d'exception permanent, un « nouveau fascisme » pour aborder les « prochains rounds ». C'est l'hypothèse que nous avons émise depuis le 11 septembre 01. Cette hypothèse nous ne l'écartons pas, loin de là ! Hypothèse prenant d'autant plus de consistance et d'actualité à l'occasion d'un approfondissement de la crise économique.

Les motifs de récession touchant massivement le peuple américain et d'autres ne manquent pas :

- la triple dette américaine, des ménages, fédérale et commerciale ;
- la surchauffe chinoise et la surproduction qui guette son appareil de production; la récession chez l'un ou chez l'autre aura forcément des répercussions mondiales ;
- l'éclatement de la bulle immobilière ;
- un accident financier dû à la banqueroute de tel ou tel pays ou de tel ou tel fond de pension ou autre, (comme LTCM en 98 sauvé de justesse par Clinton qui a dictée leur conduite aux banques privées et à la banque fédérale US pour colmater la brèche) qui serait le grain de sable dans l'économie mondiale actuelle.

Dans tous les cas de figure la mondialisation est irréversible. Personne ne pourra « rebrousser chemin » revenir à un capitalisme national, comme s'il ne s'était rien passé depuis la chute du Mur en matière de globalisation de l'appareil de production, des circuits financiers et commerciaux.

En cas de « nouveau fascisme », personne ne pourra s'en laver les mains ! Le concours de tous sera nécessaire pour l'abattre.

**La mondialisation actuelle est positive.
Il faut une alternative politique qui lui corresponde,
autre que le bushisme !**

**Elle a permis grosso modo à un milliard d'individus, principalement du Sud,
(- une partie de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de la Turquie...) de passer d'une société
principalement agraire à une société industrielle, avec un accès au développement et ce en
une quinzaine d'années. On évoque encore les Trente Glorieuses, elles n'ont touchées à
l'époque que 600 millions d'individus (USA, Canada, Europe de l'Ouest, Japon) !
La mondialisation ici est jugée négative par beaucoup de gens. Elle est synonyme de
délocalisations, de chômage, de nouvelles pauvretés. Même si on comprend pourquoi elle
soulève des oppositions ici et à juste raison, force est de constater que dans le Sud ceux
qui souhaitent la poursuite de cette mondialisation intégration sont plus nombreux.
De ce constat, nous tirons la nécessité de définir une politique alternative qui sur la base
de ce nouveau capitalisme globalisé, puisse le dépasser, lui et tous les avatars qu'ils l'ont
accompagné jusque là, crise, chômage, guerre, bref le bushisme et peut-être son
prolongement, un « nouveau fascisme ».**